

Les agressions physiques ou verbales à l'encontre d'un agent du Ministère de l'Education nationale feront l'objet d'un dépôt de plainte systématique au niveau des services de police compétents.



## Exemple de sanction en cas de...

Insulte et outrage à agent, geste de menace	7 500 € d'amende
Insulte publique	12 000 € d'amende
Insulte publique à caractère homophobe, handiphobe, raciste ou sexiste	45 000 € d'amende
Menace physique	45 000 € d'amende
Menace de mort	45 000 € d'amende
Menace de mort avec ordre de remplir une condition	75 000 € d'amende